

**COMMUNE DE SAINTE NEOMAYE**  
**CONSEIL MUNICIPAL DU 24 FEVRIER 2025**  
**PROCES-VERBAL**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille vingt-cinq, le 24 du mois de février à 20 heures 15, s'est réuni le Conseil Municipal de la Commune de SAINTE-NEOMAYE.

**Présents :**

Roger LARGEAUD, Céline RIVOLET, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, Francis TESSERAU, Sabine DUSSART, Stéphanie LEPAULMIER, Florence MENARD, Mickaël ROBIN, Elodie ROULET, Jean VIGNET.

**Absents excusés :** Delphine PELLERIN, qui donne pouvoir à Florence MENARD, Patrice DORAY qui donne pouvoir à Mickaël ROBIN, Patrick LAMORT qui donne pouvoir à Jean VIGNET.

Le Conseil Municipal, dûment convoqué le 20 février 2025, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Roger LARGEAUD, Maire, pour une séance ordinaire.

**Vérification du quorum :**

**11 élus présents :** Roger LARGEAUD, Céline RIVOLET, Daniel THIOT, Valérie BRIAUD, Francis TESSERAU, Sabine DUSSART, Stéphanie LEPAULMIER, Florence MENARD, Mickaël ROBIN, Elodie ROULET, Jean VIGNET.

**3 élus absents :** Delphine PELLERIN, qui donne pouvoir à Florence MENARD, Delphine PELLERIN, qui donne pouvoir à Florence MENARD, Patrice DORAY qui donne pouvoir à Mickaël ROBIN, Patrick LAMORT qui donne pouvoir à Jean VIGNET.

**Désignation de la/du secrétaire de séance :** Céline RIVOLET.

Après lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 20 Janvier 2025, celui-ci est approuvé à l'unanimité.

**Ordre du jour de la séance :**

- 1 CDG : Protection sociale complémentaire des risques prévoyance et santé, mandat au CDG
- 2 Redevance d'Occupation du Domaine Public Routier – Réseau ORANGE
- 3 Comité consultatif urbanisme
- 4 CDG : Convention d'adhésion aux services déployés dans le cadre du plan d'actions Secrétaires Générales de Mairie (SGDM) - plateforme INTERSTIS
- 5 CDG : Convention de formation et d'assistance du personnel à l'utilisation d'un site informatique
- 6 CDG : Avenant N°1 à la convention pour les travaux à façon paie (TFP)
- 7 CDG : Adhésion au Marché d'Accompagnement en qualité de Délégué à la Protection des Données dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

**Questions diverses :**

- Implantation des stationnements vélos
- Guinguette, présentation du visuel

Monsieur le Maire rappelle que les employeurs publics territoriaux doivent contribuer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent pour couvrir :

- Les **risques santé** : frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident,
- Les **risques prévoyance** : incapacité de travail, invalidité, inaptitude ou décès.

Cette participation est obligatoire pour :

- **LES RISQUES PREVOYANCE A EFFET AU 1ER JANVIER 2025 :**
  - Le montant minimal s'élève à 7 € brut mensuel (article 2 du décret N°2022-581), ce montant serait porté à 50 % au minimum de la cotisation à payer par l'agent dans le cas de la souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire selon les termes de l'accord collectif national du 11 juillet 2023, sous réserve de la conclusion d'un accord collectif. Ce nouveau régime nécessite une transposition normative nécessaire. Le contrat collectif d'assurance est souscrit à l'issue d'un appel à concurrence **réalisé soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.**
  - Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur sont l'incapacité de travail et l'invalidité pour 90 % du salaire net.

À noter que la Commune participe déjà depuis le 25/11/2019 au risque prévoyance via le CDG 79 à hauteur de 10 € par agent et par mois.

- **LES RISQUES SANTE A EFFET DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2026 :**
  - Le montant minimal s'élève à 15 € brut mensuel (article 6 du décret N° 2022-581),
  - Les garanties minimales éligibles à la participation de l'employeur doivent être proposées selon le mode de contractualisation à définir par l'employeur : contrat individuel d'assurance labellisé, ou contrat collectif d'assurance à adhésion facultative - ou obligatoire – souscrit dans le cadre d'une convention de participation. Cette convention est conclue, à l'issue d'une procédure d'appel à concurrence, avec un organisme d'assurance **soit par l'employeur, soit par le centre de gestion du ressort de l'employeur.**

Le processus de consultation permettra de proposer aux employeurs qui auront formulé leur intention, des garanties collectives d'assurance prévoyance santé au bénéfice de leurs agents. Les conventions de participation et les contrats collectifs d'assurance associés sont conclus par le centre de gestion pour le compte des employeurs.

En application des dispositions de l'article L827-7 du code général de la fonction publique, le Centre de gestion a une obligation de proposer aux employeurs publics territoriaux des contrats collectifs permettant de couvrir les risques santé prévoyance des agents territoriaux. La convention de participation sur la prévoyance du CDG 79 prend fin le 31 décembre 2025. Le CDG 79 procèdera au lancement des appels à concurrence en 2025 pour retenir et proposer des contrats collectifs à adhésion facultative en santé et prévoyance à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Vu les articles L827-1 et suivants du code général de la fonction public relatifs à la protection sociale complémentaire,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et les quatre arrêtés d'application du 8 novembre 2011,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'avis du comité social territorial du 04 Février 2025,

**Le conseil Municipal, à l'unanimité, décide :**

**RISQUE PREVOYANCE :**

- De RETENIR la procédure de la convention de participation, avec son contrat d'assurance collective à adhésion facultative des employeurs et à adhésion facultative des agents, pour un effet de garanties au 1<sup>er</sup> janvier 2026. La procédure retenue est déclinée comme suit : participer au dispositif proposé par le CDG 79 et de lui donner mandat afin de réaliser tous les actes nécessaires à l'appel public à concurrence en vue de la sélection d'un organisme d'assurance.
- De PROPOSER de verser une participation mensuelle brute par agent :
  - D'un montant de 10 € / agent / mois,
  - La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n° 2011-1474, soit après connaissance de l'offre de l'organisme d'assurance qui sera classé N°1 à l'issue de l'analyse des offres,
- D'AUTORISER le Maire à effectuer tout acte en conséquence.

**RISQUE SANTÉ :**

- De RETENIR la procédure de la convention de participation, avec son contrat d'assurance collective à adhésion facultative des agents, pour un effet de garanties au 1<sup>er</sup> janvier 2026. La procédure retenue est déclinée comme suit : participer au dispositif proposé par le CDG 79 et de lui donner mandat afin de réaliser tous les actes nécessaires à l'appel public à concurrence en vue de la sélection d'un organisme d'assurance.
- De PROPOSER de verser une participation mensuelle brute par agent :
  - D'un montant de 15 € / agent / mois,
  - La participation sera confirmée par délibération prise en application de l'article 18 du décret n° 2011-1474, soit après connaissance de l'offre de l'organisme d'assurance qui sera classé N°1 à l'issue de l'analyse des offres,
- D'AUTORISER le Maire à effectuer tout acte en conséquence.

<b>2 = DOMAINE ET PATRIMOINE 3 - 5 Gestion du domaine public</b>
--

**Redevance d'Occupation du Domaine Public Routier – Réseau ORANGE**

**2025-011**

Monsieur le Maire rappelle aux élus que, compte tenu du décret du 30 mai 1997 qui définissait les modalités en matière tarifaire de la redevance d'occupation du domaine public routier des installations du réseau France Télécom/Orange, et en référence à la délibération du 15 mai 2006, il y a lieu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, de revoir les tarifs de cette redevance (RODP) qui est fixée par décret du 27 décembre 2005.

**Pour l'année 2025, les montants maximums fixés sont les suivants :**

Artère Aérienne, par km : Tarif de base 40 €, avec un coefficient 2025 de **1,62182**. **Soit 64, 87 €/Km.**

Artère Souterraine, par km : Tarif de base 30 €, avec un coefficient 2025 de **1,62182**. **Soit 48,65 €/Km.**

Emprise au sol : Aucune.

Ces montants seront révisés au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide d'appliquer ces tarifs.

### **3 = AUTRES DOMAINES DE COMPETENCES 8 – 4 Aménagement du territoire**

#### **Comité consultatif urbanisme**

**2025-012**

Annule et remplace la Délibération N° 2025-008.

Lors de la séance du 20 janvier, le conseil municipal a décidé l'ouverture aux citoyens de la commission urbanisme. La Préfecture ayant fait remarquer que la commission urbanisme doit être composée uniquement d'élus, il convient de revenir sur cette décision et de créer un comité consultatif urbanisme afin de pouvoir y intégrer des citoyens désireux d'y participer.

Ce comité serait composé de 5 membres :

- Le Maire, en qualité de Président ;
- L'élus en charge de l'urbanisme, en qualité d'adjoint ;
- 3 citoyens.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après en avoir délibéré, accepte la création d'un comité urbanisme ouvert aux citoyens, et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toute action nécessaire à ce dossier.

### **4 = FONCTION PUBLIQUE 4 – 4 Autre catégorie**

#### **CDG : Convention d'adhésion aux services déployés dans le cadre du plan d'actions Secrétaires Générales de Mairie (SGDM) - plateforme INTERSTIS**

**2025-013**

Monsieur le Maire explique que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Deux-Sèvres (CDG79), au-delà du champ d'intervention de ses missions institutionnelles, a lancé dès 2022, en partenariat avec l'Association départementale des Maires des Deux-Sèvres (ADM79), un Plan d'actions « Secrétaires de mairie : un métier d'avenir dans les Deux-Sèvres ».

Pour rappel, ce Plan d'actions comprend 4 axes distincts : FORMER – SOUTENIR – OUTILLER – VALORISER. De nombreux projets et réalisations ont pu voir le jour autour de ce métier essentiel pour nos territoires ruraux qu'est celui de secrétaire général de mairie, à l'exemple de la création en septembre 2023 d'un diplôme universitaire dédié ou du recrutement d'une cheffe de projet spécifique.

S'inscrivant pleinement comme une action phare de son Plan d'actions, le CDG79 va maintenant déployer et consolider le réseau départemental des secrétaires généraux de mairie pour les communes de moins de 3 500 habitants.

Le déploiement de ce réseau départemental se fera en complémentarité avec les initiatives en place sur chaque intercommunalité. A ce titre, il s'appuiera notamment sur une plateforme logicielle INTERSTIS, autour d'espaces collaboratifs différenciés et totalement indépendants les uns des autres, avec :

- Un espace dédié au réseau départemental.
- Un espace dédié à chaque réseau communautaire.

La plateforme collaborative permettra ainsi aux secrétaires généraux de mairie d'accéder à l'espace intercommunal dont leur commune dépend, ainsi qu'à l'espace du réseau départemental des secrétaires généraux porté par le CDG79.

Pour que son Plan d'actions puisse s'inscrire dans le temps et s'ancrer sur le département, le CDG79 propose aux communes concernées un « pack adhésion » sur la base de tarifs forfaitaires annuels selon les strates de population et conformément au projet de convention ci-annexé :

- Communes de moins de 500 habitants : 100 €/an
- Communes de 500 à 999 habitants : 150 €/an
- **Communes de 1 000 à 2 000 habitants : 200 €/an**
- Communes de 2 001 à 3 500 habitants : 300 €/an

Considérant l'intérêt pour la commune et son secrétaire générale de mairie de bénéficier, dans le cadre du Plan d'actions « Secrétaires de mairie : un métier d'avenir dans les Deux-Sèvres », de la dynamique et des actions proposées par le CDG79, notamment autour du réseau départemental,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, DECIDE :

- D'ADHERER, à compter de l'exercice budgétaire 2025, au « pack adhésion » relatif au plan d'actions « secrétaires généraux de mairie » du CDG79, dont le forfait est fixé pour 2025 au tarif de 200 € pour la commune ;
- D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer ladite convention d'adhésion, les éventuels futurs avenants, et tout document afférent à ce dossier ;
- D'INSCRIRE les crédits correspondants au budget, chapitre 61.

#### **5 = FONCTION PUBLIQUE 4 – 4 Autre catégorie**

##### **CDG : Convention de formation et d'assistance du personnel à l'utilisation d'un site informatique**

**2025-014**

Monsieur le Maire fait part au Conseil que, lors de sa séance du 9 Décembre 2024, le Conseil d'Administration du Centre de Gestion a reconduit les tarifs des prestations du service d'assistance progiciels.

La convention liant nos deux organismes étant échue au 31 décembre 2024, Monsieur le Maire propose de la reconduire pour la période 2025-2027, incluant des modifications mineures de rédaction ainsi que les éventuelles modifications de notre organisation informatique, tel que proposé par le CDG 79.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après en avoir délibéré, accepte la reconduction de la convention de formation et d'assistance du personnel à l'utilisation d'un site informatique pour la période 2025-2027, et autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les éventuels futurs avenants, renouvellements de Convention ainsi que tout document afférent à ce dossier.

#### **6 = FONCTION PUBLIQUE 4 – 4 Autre catégorie**

##### **CDG : Avenant N°1 à la convention pour les travaux à façon paie (TFP)**

**2025-015**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la Commune a adhéré au service Travaux à façon paie du Centre de Gestion des Deux-Sèvres (CDG 79) par délibération n°2018-060, et renouvelé la Convention par Délibération n°2022-030.

Le CDG 79 souhaite apporter une modification à cette convention, intégrant la révision tarifaire adoptée par le conseil d'administration en date du 9 décembre 2024, ainsi que des modifications portant sur les tâches réalisées par le service (parmi lesquelles les DNS évènementielles et le contrôle des données transmises à l'URSSAF pour votre collectivité).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, et après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer les éventuels futurs avenants, renouvellements de Convention ainsi que tout autre document en lien avec l'adhésion au service TFP.

#### **7 = COMMANDE PUBLIQUE 1 – 1 Marchés publics**

##### **CDG : Adhésion au Marché d'Accompagnement en qualité de Délégué à la Protection des Données dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

**2025-016**

Par délibération en date du 1er juillet 2019, le Centre de gestion des Deux-Sèvres a constitué une centrale d'achat « CDG79 » au bénéfice de ses communes et établissements publics affiliés à titre obligatoire ou volontaire, selon des principes directeurs visant à déployer un dispositif simple et un mode de fonctionnement peu contraignant.

La convention d'adhésion en précise les modalités d'organisation et de fonctionnement.

Par ailleurs, en juin 2024, le Centre de Gestion a engagé une consultation, via la centrale d'achat en tant qu'intermédiaire, pour proposer une mission d'accompagnement en qualité de Délégué à la Protection des Données (DPD), dans la continuité du marché de mise en conformité au titre du Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD), proposé entre 2019 et 2024.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a donc été lancée pour la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum, avec un maximum exprimé en quantité, conformément à l'article L.2125-1 du Code de la commande publique. Le marché sera d'une durée de 2 ans à compter du 1er janvier 2025, renouvelable une fois pour la même période (soit jusqu'au 31 décembre 2028 au plus tard).

L'attributaire de cet accord-cadre est la société **DATA VIGI PROTECTION (80 Abbeville)** selon les conditions tarifaires suivantes à la date de remise des offres :

PRESTATION FORFAITAIRE A LA MISE EN PLACE ET AU SUIVI EN QUALITE DE DPO (annuelle)		Tarif HT
Lot n°1	Communes de moins de 1.000 habitants Etablissements publics de moins de 10 agents (hors EHPAD)	340 €
Lot n°2	Communes entre 1.000 et 3.499 habitants Etablissements publics de 10 à 29 agents (hors EHPAD)	490 €
Lot n°3	Communes entre 3.500 et 4.999 habitants Etablissements publics de 30 à 59 agents (hors EHPAD)	990 €
Lot n°4	Communes entre 5.000 habitants et plus Etablissements publics de 60 agents et plus (hors EHPAD)	1 590 €
Lot n°5	EHPAD	990 €
Lot n°6	Centre de Gestion 79	1 590 €

Le nombre d'habitants ou d'agents pris en compte sera celui connu à la date du 31 décembre 2023.  
Selon la typologie des lots à l'accord-cadre, **la collectivité peut adhérer au LOT N° 2.**

Même si l'adhésion à la Centrale d'achat est gratuite, l'adhésion au présent accord-cadre est soumise à un commissionnement au taux de 12% au profit du CDG79.

Ce commissionnement est assis sur la base du montant hors taxe (HT) des achats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre et conclus via la centrale d'achat par l'adhérent.

Au vu des éléments ci-dessus exposés, il est proposé d'adopter la délibération suivante :

Délibération :

Vu les directives européennes n°2014/23/UE et 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres :

- DECIDE d'adhérer à l'accord cadre concernant la mission d'accompagnement en qualité de délégué à la protection des données dans le cadre du RGPD proposé par la Centrale d'achat du CDG79,
- PREND ACTE du taux de commissionnement de 12 % par an au profit du CDG79,
- AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document relatif à cette adhésion, notamment le bulletin d'adhésion annexé à la présente délibération,
- AUTORISE le Maire ou son représentant à signer tout document relatif au marché d'accompagnement en qualité de délégué à la protection des données dans le cadre du Règlement Général sur la Protection des Données,
- DECIDE de l'ouverture des crédits budgétaires nécessaires à l'exécution du marché d'accompagnement.

## DIVERS

- Implantation des stationnements vélos : au niveau de l'école/Mairie les élus ne souhaitent pas l'implantation d'un abri vélos qui prendrait 3 places de parking. Ils préfèrent l'implantation de plots derrière le panneau d'affichage. Pour la salle des fêtes, les élus valident l'implantation des plots devant le parvis, près des plots existants. Pour le gymnase et la maison de la petite enfance, pas de remarque particulière.
- Guinguette : présentation du visuel définitif qui est validé.
- Agents Voltalis (géré par INEDIS) : La Communauté de Communes du Haut Val de Sèvre, via son Plan Climat Air Energie Territoriale (PCAET), soutient Voltalis dans son initiative concrète d'équiper gratuitement les administrés chauffés à l'électricité d'un thermostat connecté permettant de maîtriser et de réduire leur consommation d'énergie. Ce dispositif est également ouvert aux bâtiments communaux. La CCVHS invite les administrés concernés à en faire la demande.
- Actions de la MSA : 11 ateliers mémoire programmés dans la salle des associations.
- Zone 30 Km/h : elle sera effective d'ici fin mars.

## ¼ D'HEURE CITOYEN

- Il est signalé qu'à la sortie/entrée de Fonraimier côté Route de La Crèche : le bas-côté étant abîmé, les voitures se croisent difficilement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h40.

Prochaine réunion, le 17 ou le 24 mars 2025 à 20h15.

Le Maire,

Roger LARGEAUD

La secrétaire,

Céline RIVOLET